

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 03 octobre 2023

Nos réf. : SAU/FB/MI n° 23-445

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société FRANCE TEINTURE

15, RUE DES HAUTS TRÉVOIS

10000 TROYES

Code AIOT : 0005702106

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 septembre 2023 dans l'établissement FRANCE TEINTURE (ex. T.D.C.) implanté 15, Rue des Hauts Trévois à TROYES (10000). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une plainte d'un riverain rue Guillaume LE BE a été adressée par courriel à l'inspection des installations classées le 12 juillet 2023 faisant état « d'émissions de gaz insupportables » occasionnelles depuis 3 ans et particulièrement fortes le 12 juillet 2023 (entre 8h et 10h du matin) avec une gêne au niveau du nez et de la gorge. A l'occasion d'un déplacement personnel de l'inspecteur Fabrice BOBLIQUE rue LE BE le 30 août 2023 vers 18h30, une forte odeur âcre et irritante a été constatée provoquant une gêne de plus d'une heure après avoir quitté les lieux. L'inspecteur a contacté l'exploitant en sonnant aux deux accès du site sans réponse de l'exploitant alors qu'une activité était en cours et que des véhicules étaient présents sur le parking du site. L'inspecteur a ensuite contacté par téléphone l'exploitant sans succès, un message a été laissé sur la messagerie informant l'exploitant d'une visite d'inspection le lendemain.

Une seconde plainte a été adressée par courriel à l'inspection des installations le 3 septembre 2023 faisant état de « vapeurs/fumées de bains de teinturerie de la part de la teinturerie de Champagne ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE TEINTURE
- 15, Rue des Hauts Trévois à TROYES (10000)
- Code AIOT : 0005702106
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FRANCE TEINTURE a été autorisée par arrêté préfectoral n° 87-854 du 27 février 1987, complété par les arrêtés n° 10-1678 du 11 juin 2010 et n° 11-2332 du 4 août 2011, à exploiter des activités d'ennoblissement textile : application de teintures et d'apprêts sur tous types de tissus.

Les matières textiles sont fournies par les clients et restent leur propriété, FRANCE TEINTURE choisissant la technique d'ennoblissement en fonction des caractéristiques souhaitées. Géographiquement, la société France Teinture est située le long d'un bras de la Seine en zone urbaine immédiatement proche.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques
- Odeurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets air chaudières	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 9.2.1.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Rejets air séchoirs	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 9.2.1.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Rejets air 2 rames	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 9.2.1.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Rejets air soventeuse	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 9.2.1.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Eau	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 4.3.4	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
7	Rétention	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 7.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Air - Incommodation du voisinage	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 3.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs plaintes ont été adressées à l'inspection des installations classées (juillet et septembre 2023) et un inspecteur des installations classées a constaté le 30 août des rejets atmosphériques issus de l'établissement et a été fortement incommodé par les odeurs et une irritation des voies respiratoires.

L'exploitant ne réalise pas les mesures de suivi des rejets atmosphériques annuellement comme prescrit dans l'arrêté préfectoral du 11 juin 2010, il lui est demandé de fournir le plan de gestion de solvants, de réaliser les mesures des rejets atmosphériques avant le 31 décembre 2023, ce qu'il s'est engagé à réaliser sans préciser de délai. La mise en rétention de produits susceptibles de créer une pollution est partielle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air - Incommodation du voisinage
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
Constats : La visite d'inspection est réalisée à la suite d'une plainte (12 juillet 2023) et d'un constat d'un inspecteur des installations classées (30 août 2023 vers 18h30). L'exploitant a indiqué que l'installation RAME KRANTZ K20 de traitement de finition à chaud (injection d'eau à 170°C par des buses) de tissus polyesters recyclé pourrait être à l'origine des émanations atmosphériques le 30 août 2023. Les émanations sont canalisées vers un extracteur puis le conduit n°6 sans traitement. L'exploitant a indiqué qu'il ne maîtrise pas la nature ni les caractéristiques des tissus entrants sur son installation. Lors de la visite d'inspection, les inspecteurs des installations classées ont noté une légère odeur dans les ateliers qu'ils ont signalée à l'exploitant. L'exploitant a indiqué qu'il est favorable à construire une relation avec des riverains qui pourraient signaler dès qu'une gêne serait constatée afin de déterminer les causes en lien avec son process et faire un lien avec le type d'activité qui pourraient être incriminée. Par ailleurs, après avoir quitté l'installation, l'inspection a noté des vapeurs sortant du site côté rue Guillaume LE BE sans que ces émanations ne semblent canalisées, une légère odeur était également observée. L'inspection demande à l'exploitant de fournir : <ul style="list-style-type: none">- un descriptif du process et des matières et produits utilisés le 30 août 2023 vers 18h30,- les fiches de sécurité (FDS) des produits utilisés le 30 août 2023 vers 18h30,- une proposition d'action auprès des riverains de son installation.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : -

N° 2 : Rejets air chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 9.2.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : L'autosurveillance des rejets atmosphériques réalisée par un organisme agréé porte sur les rejets issus de la combustion sous chaudière au niveau du conduit n° 1 pour les 2 chaudières raccordées.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé l'autosurveillance de ses rejets en 2022 invoquant le coût important de ces analyses. Il est rappelé par l'inspection à l'exploitant que les mesures doivent être réalisées conformément à l'arrêté préfectoral du 11 juin 2010. Par courriel du 4 septembre 2023 l'exploitant a informé l'inspection de ses démarches auprès d'un bureau d'études pour la réalisation de la campagne de mesures des effluents atmosphériques. Toutefois, aucun délai n'est précisé. L'inspection demande donc à l'exploitant de réaliser la campagne de mesure avant le 31 décembre 2023 et que le rapport soit transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets air séchoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 9.2.1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : L'autosurveillance des rejets atmosphériques réalisée par l'exploitant porte sur les rejets des gaz issus des 2 séchoirs pour les conduits 2 et 3, soit 4 conduits au total.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé l'autosurveillance de ses rejets en 2022 invoquant le coût important de ces analyses. Il est rappelé par l'inspection à l'exploitant que les mesures doivent être réalisées conformément à l'arrêté préfectoral. Par courriel du 4 septembre 2023 l'exploitant a informé l'inspection de ses démarches auprès d'un bureau d'études pour la réalisation de la campagne de mesures des effluents atmosphériques. Toutefois, aucun délai n'est précisé. L'inspection demande donc à l'exploitant de réaliser la campagne de mesure avant le 31 décembre-2023 et que le rapport soit transmis à l'inspection. Par ailleurs, compte tenu des odeurs et de l'atmosphère irritant signalés par le voisinage et constatés par l'inspection, il est demandé à l'exploitant de procéder à la campagne de mesures des rejets dans les conditions similaires à celles opérées le 30 août 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets air 2 rames

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 9.2.1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : L'autosurveillance des rejets atmosphériques réalisée par l'exploitant porte sur les rejets des gaz issus des 2 rames pour les conduits 4, 5, 6, 7, et 8 soit 10 conduits au total.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé l'autosurveillance de ses rejets en 2022 invoquant le coût important de ces analyses. Il est rappelé par l'inspection à l'exploitant que les mesures doivent être réalisées conformément à l'arrêté préfectoral. Par courriel du 4 septembre 2023 l'exploitant a informé l'inspection de ses démarches auprès d'un bureau d'études pour la réalisation de la campagne de mesures des effluents atmosphériques. Toutefois, aucun délai n'est précisé. L'inspection demande donc à l'exploitant de réaliser la campagne de mesure avant le 31 décembre 2023 et que le rapport soit transmis à l'inspection. Par ailleurs, compte tenu des odeurs et de l'atmosphère irritant signalés par le voisinage et constatés par l'inspection, il est demandé à l'exploitant de procéder à la campagne de mesures des rejets dans les conditions similaires à celles opérées le 30 août 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rejets air solvanteuse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 9.2.1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : L'autosurveillance des rejets atmosphériques réalisée par l'exploitant porte sur les rejets des gaz issus de la solvanteuse pour le conduit n° 9.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé l'autosurveillance de ses rejets en 2022 invoquant le coût important de ces analyses. Il est rappelé par l'inspection à l'exploitant que les mesures doivent être réalisées conformément à l'arrêté préfectoral. Par courriel du 4 septembre 2023 l'exploitant a informé l'inspection de ses démarches auprès d'un bureau d'études pour la réalisation de la campagne de mesures des effluents atmosphériques. Toutefois, aucun délai n'est précisé. L'inspection demande donc à l'exploitant de réaliser la campagne de mesure avant le 31 décembre 2023 et que le rapport soit transmis à l'inspection. Par ailleurs, compte tenu des odeurs et de l'atmosphère irritants signalés par le voisinage et constatés par l'inspection, il est demandé à l'exploitant de procéder à la campagne de mesures des rejets dans les conditions similaires à celles opérées le 30 août 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de traitement des eaux
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les ouvrages de traitement des eaux résiduaires de l'installation ont été modifiés. Les anciens bassins ont été remplacés par un bassin en béton couvert. L'exploitant avait signalé à l'inspection sa volonté de faire des travaux sur son système de traitement. Un courrier préfectoral du 2 juillet 2021 informait l'exploitant de son obligation de porter à connaissance du préfet toute modification avant leur réalisation, or il semble qu'aucun dossier de « porter à connaissance » n'ait été transmis. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à madame la préfète un porter à connaissance portant sur les ouvrages de traitement des eaux résiduaires. Par ailleurs, l'inspection a constaté une légère odeur émanant de l'installation, l'exploitant a indiqué travailler avec la société qui a installé le dispositif de traitement des odeurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rétention produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, Article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'un nombre important de fûts contenant des produits susceptibles de créer une pollution ne sont pas sur rétention. L'exploitant s'est engagé à remédier à cette situation pour 2 GRV immédiatement et a informé l'inspection de ses démarches pour créer un local spécifique pour le stockage des produits susceptibles de créer une pollution. L'exploitant a transmis par courriel du 31 août 2023 par lequel il fournit une photo de mise en rétention partielle (1 seul GRV) et qu'il a procédé à la commande de dispositif de rétention complémentaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois